

LE PLANETARIUM
de Ghassan Salamé

La révolution libérale attendra des jours meilleurs

Malgré tous les bons conseils des experts du FMI, les gouvernements les mieux «avisés» préfèrent les bonnes vieilles méthodes dirigistes ou clientélistes.

Le libéralisme fait des merveilles planétaires: en Russie, en Chine et dans tous les pays qui avaient été un jour tentés par le dirigisme économique. Partout le modèle qui s'impose est celui du *golden boy*, la monnaie d'échange est le billet vert, l'horizon affiche le libre-échangeisme du GATT. Le marché se pavane, non plus comme un lieu d'échange mais bien comme une idéologie à prétention universelle. Le secteur public n'est plus qu'un legs archaïque du passé; les nationalisations sont démodées; l'intervention de l'Etat devient minimale, tandis que le gain rapide est le symbole quasi unique de réussite.

Cette révolution libérale n'est pourtant pas moins prodigue en victimes que les autres révolutions. La couverture sociale s'amenuise jusqu'à parfois disparaître; les exclus cherchent, qui dans la marginalité, qui dans le gangstérisme, qui dans les folies ethniques ou religieuses, des remèdes à la fermeture des nouveaux paradis. Les contrées du vrai-plein emploi connaissent le chômage; les sociétés repues font de l'assistance et de l'humanitaire; les pays du tiers-monde sont entaillés par un fossé de jour en jour plus profond entre des riches dollarisés et des pauvres réduits à une monnaie nationale de singe.

Car le libéralisme appauvrit; entre 1985 et 1990, le taux de pauvreté (ménages ayant moins d'un dollar de revenu par jour) s'est accru de 0,3% en Afrique, de 3% en Amérique latine, et s'il a légèrement baissé en Asie du Sud, la moitié de la population y est toujours en dessous de ce seuil. Partout, la misère est devenue plus urbaine, plus insupportable pour les intéressés au regard de l'enrichissement ostentatoire d'autres secteurs de la société. La crainte des explosions sociales accompagnant cette transition a freiné l'ardeur libérale des gouvernants, les poussant à démissionner (le gouvernement Olszewski en Pologne), à retarder l'absorption de la potion magique

du FMI (Egypte), à maintenir un contrôle politique jaloux (Chine) ou à consommer les «conseillers en réforme» à une vitesse vertigineuse (Russie). Ailleurs, le coût réel de la transition a paru si lourd que les électeurs n'ont pas hésité à rappeler leurs vieux bolcheviques plus ou moins réformés au gouvernement (Lituanie, Hongrie, Roumanie, Ukraine et, plus nettement, Bulgarie).

Les gouvernements en sont venus à chercher désespérément des «filets de secours». Quand ces «filets» sont sociaux, leur succès est pour le moins mitigé: en Bolivie, un «Fonds social d'urgence» a permis aux pauvres (et notamment aux mineurs) de mieux organiser leur lutte revendicative. Mais, au Pérou, l'échec d'un fonds similaire a été total et, au Chili, les pauvres seront plus dépendants du gouvernement pour assurer leurs besoins de base. Si ces «filets» fonctionnent plutôt bien en Zambie depuis 1990, la Délégation à l'emploi, à la réinsertion et à l'emploi installée par le gouvernement sénégalais aura, selon un rapport récent de la Banque mondiale, «un résultat excessivement médiocre au vu de la prévalence du népotisme et du clientélisme faisant bénéficier les privilégiés de mesures en principe destinées aux plus pauvres». En Pologne, on a fini par faire coexister, contre toute logique, l'ancien système général de protection sociale avec des choix économiques résolument capitalistes, refusant de trancher, et retardant l'heure de vérité.

Les vrais «filets», prétendent les hommes du FMI, ne peuvent être que politiques. Au moment où les gouvernements occidentaux mettent une sourdine à leurs appels fiévreux à la démocratisation dans le monde, les experts de la Banque mondiale se sont faits les apôtres zélés de la participation politique. Ils la désignent partout comme soutien indispensable au succès de l'ajustement structurel. A défaut de pouvoir nourrir les plus démunis, faites-les donc voter, et ils auront l'impression d'avoir eux-mêmes choisi leur sort et l'accepteront donc de meilleure grâce. Echaudés par les scrutins récents d'Europe orientale autant que par la déroute de Gorbatchev ou par le triomphe électoral du FIS algérien, les gouvernements préfèrent déplaire aux experts du FMI que de jouer leur survie dans une urne au contenu probablement fatal...

La boucle est alors bouclée: on sollicitait ces «experts» afin d'assurer son pouvoir, et les voilà qui veulent le mettre en jeu. Alors, on tergiverse sur une dévaluation; on retarde une privatisation; on renvoie à plus tard une libéralisation du commerce extérieur; on maintient «une année encore» le soutien aux prix des produits de première nécessité. Tout vaut mieux que de se remettre entre les mains d'électeurs aux intentions de vote pour le moins incertaines.